

## Voter Buhari, austère et affaibli, ou Abubakar, son contraire ?

**Nigeria** Quelque 84 millions d'électeurs inscrits en décideront ce samedi, dans un pays frappé de crise économique.

Le pays le plus riche et le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria, élit samedi son Président, ses députés et ses sénateurs. Bien qu'une quinzaine de candidats concourent à la présidentielle, c'est l'affrontement entre les deux principaux qui fait la "une" des journaux nigériens. Il oppose le chef de l'État sortant, Muhammadu Buhari, 76 ans, du All Progressives Congress (APC), à l'ex-vice-Président d'Olusegun Obasanjo (1999-2007), Atiku Abubakar, 72 ans.

Ce dernier est appuyé par le People's Democratic Party (PDP), principale formation politique du pays jusqu'à l'élection de M. Buhari en 2015, pour laquelle des personnalités – et surtout des électeurs – avaient déserté ce parti pour l'APC, en raison du rejet massif du président Goodluck Jonathan (2010-15). Un rejet qui mena à la première victoire de l'opposition depuis la fin de la dictature militaire (1999).

### Tous deux musulmans, nordistes et Peuls

L'affrontement entre les deux hommes est particulier dans la mesure où ils sont tous les deux musulmans, nordistes et d'ethnie peule. Tant que le PDP monopolisait la tête de l'État, une règle non écrite voulait qu'il choisisse son candidat à la Présidence alternativement chez les chrétiens et chez les musulmans, dans ce pays où les deux religions se partagent à peu près équitablement – mais souvent violemment. Mais Goodluck Jonathan ayant achevé (2010-2011) le mandat du président Yar'Adua décédé, le PDP a considéré qu'il existait un déficit de temps de Présidence pour les musulmans.

Muhammadu Buhari avait été élu sur l'espoir que cet ancien général dictateur ramène de l'ordre dans le pays, bouleversé par les attaques des islamistes de Boko Haram (négligées par Goodluck Jonathan) et appauvri par la corruption (très accrue sous Jonathan). En quatre ans, le Président sortant a obtenu une nette amélioration de la situation face à Boko Haram ; mais s'il vient encore de déclarer les terroristes islamistes "*techniquement vaincus*", les habitants du nord-est du Nigeria qui ont dû fuir une résurgence du mouvement ne partagent pas cet avis.

M. Buhari a, en revanche, enregistré des réussites dans la lutte contre la corruption. Mais il est arrivé aux affaires à une époque où les cours de l'or noir étaient bas (30 \$/baril, contre quelque 100 \$/baril sous Jonathan) et la situation économique ne s'est pas améliorée, voire a empiré.

Le chef d'État sortant apparaît en outre affaibli par la maladie : il a passé trois mois de soins à Londres en 2017 et, en décembre dernier, il a même dû démentir son décès et l'utilisation d'un sosie pour ses apparitions publiques. Son austérité personnelle, qui semblait un gage d'honnêteté en 2015, passe aujourd'hui pour de l'indifférence et un manque d'esprit d'entreprise. Depuis l'an dernier, des membres du PDP qui avaient quitté ce parti pour rejoindre Muhammadu Buhari ont entamé le mouvement inverse. Et une récente interview télévisée a montré le Président plus ossifié dans ses certitudes que convaincant ou vif d'esprit.

### Un "jeune" homme qui gagne de l'argent

Face à lui, Atiku Abubakar fait figure de jeune homme. Outre qu'il bénéficie de la puissante machine à gagner du PDP – bien décidé à remettre la main sur le pouvoir que Jonathan lui avait fait perdre en 2015 – il est vu par une partie importante de la jeunesse comme l'homme qui pourrait relancer l'économie, affectée par un chômage en hausse et un doublement des prix alimentaires. M. Abubakar est en effet un homme d'affaires qui affiche son succès (son autobiographie est intitulée "Making Money", soit "gagner de l'argent") et une fortune gagnée dans le secteur pétrolier, alors qu'il supervisait les privatisations comme vice-Président.

Ses adversaires soulignent les accusations de corruption attachées à son nom.

### Enquête sur sa gestion

En 2006, une enquête a ainsi été ouverte sur sa gestion en tant que vice-Président, alors qu'il était accusé d'avoir détourné 125 millions de dollars

de fonds publics. En 2010, un rapport du Sénat américain l'avait accusé d'avoir transféré 40 millions de dollars de "*fonds suspects*" aux États-Unis, dont une des quatre épouses (qui lui ont donné 28 enfants) de M. Abubakar a la nationalité. L'homme d'affaires rejette ces accusations comme "*politiquement motivées*".

Marie-France Cros